

Paris, le 29 février 2020

Communiqué de presse

Le Premier ministre s'est déplacé cet après-midi devant l'Assemblée Nationale pour y annoncer le recours au 49-3.

Après des jours (et des nuits) de débats dans l'hémicycle et en Commission, systématiquement empêchés par l'opposition GDR et LFI, nous, députés agir_, considérons ce choix du Gouvernement comme le seul recours restant.

Comme nous l'avons écrit il y a déjà deux semaines dans notre appel, les vrais responsables du recours à cette option sont ceux qui ont perverti la démocratie et le travail parlementaire en déposant 40.000 amendements vides de sens, ne nous permettant pas de travailler utilement sur le texte du projet de loi du Gouvernement. Comme l'a dit Edouard Philippe, il s'agit de « mettre fin à cet épisode de non-débat, dans un Parlement privé de sa fonction éminente de faire la loi. »

Nous serons, comme nous nous y sommes engagés, en soutien au Gouvernement, car cette réforme est juste et nécessaire, et que le Gouvernement soumettra à notre vote non pas le texte initial mais un texte qui reprend déjà les amendements que nous avons réussi, malgré tout, à voter ces derniers jours.

Les membres du Comité National d'Action